

LE DERNIER NOËL POUR L'EURO

La vengeance des marchés

Jacques Attali, juif algérien, économiste de renom, fondateur de Planet-Finance, n'est pas un hurluberlu de la chose économique. Il prédit «une chance sur deux pour que l'euro n'existe plus à Noël».

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Selon cet expert, ex-conseiller spécial de François Mitterrand, la maison euro brûle et le pompier allemand ne veut pas éteindre les flammes. Pour Attali et une kyrielle d'économistes, tout Européen, américain, asiatique, seule la Banque centrale peut en urgence arrêter le sinistre.

En rachetant des obligations d'Etat, la réserve européenne peut tempérer les ardeurs des marchés.

Du marché. L'Allemagne ne veut pas entendre parler de l'intervention de la BCE en dehors du cadre légal qui lui octroie une totale indépendance qui lui est impartie par les traités. A

Strasbourg, avant-hier, le président français et le chef de l'exécutif italien ont tenté d'infléchir la position allemande. Merkel a envoyé balader Sarkozy et Monti. Même en cas de «révision» des traités européens a, en substance, rappelé la chancelière, «hors de question» de toucher au fonctionnement de la Banque centrale.

Ce qui fait dire à Jacques Attali «l'Allemagne va tuer l'Europe». Les autres conditions pour la survie de l'euro (perte de souverainetés nationales au profit d'un fédéralisme aussi rigoureux sans appel, créer des euro-lands et/ou mutualiser les dettes) sont du domaine de l'utopie au vu du fonctionnement actuel des institutions européennes. Le pro-



Photos : DR.

chain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, qui se tiendra à Bruxelles les 8 et 9 décembre

prochain, enseignera si oui ou non l'euro survivra à Noël. Ce qui est sûr, par contre, c'est que

l'Europe ne croit plus au... père Noël.

A. M.

RUSSIE

La Russie prend le contrôle des gazoducs bélarusses pour 2,5 mds USD

La Russie va prendre le contrôle de la société bélarusse Beltransgaz, qui assure le transit du gaz russe vers l'Europe, en acquérant pour 2,5 milliards de dollars, 50% de cette entreprise dont elle détenait déjà la moitié du capital, a annoncé hier le géant gazier Gazprom.

«Conformément à l'accord de vente de 50% des actions de Beltransgaz, Gazprom va payer 2,5 milliards de dollars. Ainsi, Gazprom deviendra le propriétaire de 100% de Beltransgaz», a indiqué le groupe russe dans un communiqué.

Gazprom avait acquis en mai 2007 la moitié du capital de Beltransgaz pour 2,5 milliards de dollars. L'acquisition des 50% restants était en négociations depuis plusieurs mois entre Moscou et Minsk, mais butait sur la question du prix du gaz.

Le Bélarus voulait, en effet, obtenir une baisse de ce tarif, ce que Gazprom refusait jusqu'alors catégoriquement. Par ailleurs, Moscou et Minsk se sont mis d'accord sur une baisse du prix du gaz russe fourni au Bélarus à partir de 2012.

«Le prix du gaz pour le Bélarus s'établira en 2012 à 165,6 dollars les 1 000 m³», a indiqué Gazprom, ajoutant que Minsk achèterait l'année prochaine 22,5 milliards de mètres cubes de gaz. Les deux pays ont aussi signé un accord prévoyant l'octroi par la Russie d'un crédit pour la construction d'une centrale nucléaire au Bélarus, a rapporté l'agence Interfax.

Cette série d'accords, signés à l'occasion d'une visite à Moscou de l'autoritaire président bélarusse Alexandre Loukachenko, intervient alors que le Bélarus est confronté à une grave crise et sous le coup de sanctions occidentales en raison de la répression des opposants au régime.

Les prix du pétrole baissaient hier à l'ouverture à New York, où les opérateurs s'inquiétaient de l'aggravation de la crise de la dette dans la zone euro et de ses répercussions sur la demande d'énergie.

Vers 14h10 GMT, sur le New York Mercantile Exchange, le baril de «light sweet crude» pour livraison en janvier s'échangeait à 95,95 dollars, en recul de 22 cents par rapport à mercredi.

Le marché new-yorkais était resté fermé jeudi en raison de la fête de Thanksgiving aux Etats-Unis. Le volume d'échanges était attendu faible vendredi.

L'attention des opérateurs pétroliers, comme sur l'ensemble des marchés financiers, se portait une nouvelle fois sur la crise de la dette dans la zone



euro. Pour les analystes de Barclays Capital, «l'affaiblissement continu de la confiance» des investisseurs leur fait «perdre foi dans les perspectives économiques, et donc de demande».

Les marchés se sont montrés déçus par le mini-sommet organisé jeudi à Strasbourg, qui a réuni l'Allemagne, la France et l'Italie. Aucune avancée décisive n'a été annoncée et une implication plus large de la

Banque centrale européenne (BCE), que beaucoup d'opérateurs de marché espèrent pour endiguer la crise, a été écartée pour le moment.

Hier, l'Italie a été contrainte d'offrir des rendements record pour emprunter 10 milliards d'euros, jugés insoutenables pour la troisième économie de la zone euro.

Proches de 100 dollars le baril cependant, «les cours du pétrole restent étonnamment robustes malgré les vents contraires sur les marchés financiers», ont estimé les analystes de Commerzbank, qui ont expliqué cette résistance par «le recul des stocks pétroliers aux Etats-Unis et les risques qui pèsent sur l'offre».

La France a annoncé qu'elle allait arrêter d'acheter «à titre national» du pétrole à l'Iran, accusé de travailler à la mise au point de l'arme atomique.

ÉNERGIE

Le pétrole en baisse à New York

SELON UN RESPONSABLE IRANIEN

Le monde ne peut se passer du pétrole iranien

Les réserves iraniennes de pétrole et de gaz sont si importantes qu'elles ne peuvent être exclues des marchés mondiaux, comme le préconise la France, a déclaré le responsable de la Compagnie nationale iranienne de pétrole, cité hier par l'agence Mehr.

«L'Iran possède d'énormes réserves de gaz et de pétrole», a dit Ahmad Qalebani, également vice-ministre du Pétrole, estimant que la communauté internationale ne pouvait s'en passer.

L'annonce par la France qu'elle arrêterait bientôt d'importer du pétrole de l'Iran est creuse, a-t-il jugé.

«La Compagnie nationale iranienne de pétrole n'exporte pas de pétrole brut à la

France qui pourrait être soumise à des sanctions», a-t-il dit.

La France a indiqué jeudi qu'elle allait arrêter d'acheter du pétrole à l'Iran, en précisant que cela se ferait «en liaison» avec les autres pays européens.

Selon les chiffres 2010 du département américain de l'Energie (EIA), 2% du pétrole iranien va à la France avec 49 000 barils par jour.

Lundi, Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada ont adopté de concert de nouvelles sanctions contre les secteurs bancaire, pétrolier et pétrochimique de l'Iran à cause de son programme nucléaire controversé.

Le même jour, le président français Nicolas Sarkozy a proposé à l'Allemagne, au Canada, aux Etats-Unis, au Japon, au

Royaume-Uni «de geler dès à présent les avoirs de la Banque centrale d'Iran et d'interrompre les achats de pétrole iranien».

Pour M. Qalebani, les sanctions canadiennes sur les ventes de technologie et équipement pétrochimiques ne sont également que des mots. «L'Iran n'importe aucun équipement de pétrole ou de gaz du Canada. Ce pays ne joue aucun rôle dans la fourniture de pièces ou équipements pour l'industrie pétrolière de l'Iran», a-t-il affirmé.

Le programme nucléaire iranien a déjà fait l'objet de quatre séries de mesures économiques et financières adoptées par l'ONU depuis 2007. S'y ajoutent les sanctions prises séparément par les Occidentaux, qui vont plus loin.

Téhéran dément fermement que son programme nucléaire dissimule un volet.